

Déclaration de candidature à la présidence du Medef

Mesdames et Messieurs les dirigeantes et dirigeants d'entreprises adhérant au Medef,

Je suis candidat à la présidence du Medef pour porter un projet. Un projet libéral, le seul qui puisse vraiment correspondre aux intérêts des entreprises. Un projet de rupture avec un héritage d'accompagnement et de cogestion d'un modèle social en échec. Un projet de transformation d'un monde patronal à moderniser et à revivifier.

Il est plus que temps : les défis auxquels nous sommes confrontés et les mutations du monde condamnent le statu quo, aussi bien pour notre pays tout entier que pour les acteurs de sa vie économique et sociale.

Deux axes de transformation sont donc indispensables : changer en profondeur notre pacte social afin de le rendre enfin performant pour les entreprises et les individus ; changer notre organisation et son environnement pour accompagner les évolutions et les exigences de notre temps.

POUR UN NOUVEAU PACTE SOCIAL

Notre modèle social est en échec sur tous les fronts. C'est celui qui mobilise le plus de dépenses publiques et de prélèvements obligatoires parmi les pays comparables. Il accumule les déficits. Et ses résultats sont médiocres : chômage et chômage de longue durée très élevés depuis des décennies, taux d'activité des jeunes et des seniors insuffisants, écart important entre la formation des individus et les besoins des entreprises, dualité très prononcée entre situations précaires et protégées...

Or, depuis la guerre, le patronat français est l'un des acteurs centraux de ce modèle. Il gère seul avec les syndicats de salariés plus de 130 milliards d'euros par an de mécanismes sociaux en quasi-totalité obligatoires. Il construit la norme sociale au niveau interprofessionnel et dans les branches, imposant parfois de lourdes contraintes aux entreprises. Paradoxe saisissant au regard des discours qu'il tient aux pouvoirs publics, il cogère des systèmes très déficitaires et a encore décidé à plusieurs reprises ces dernières années d'augmenter les prélèvements obligatoires... sur les entreprises !

Cette schizophrénie ne peut plus durer. Elle conduit à prendre des décisions contraires aux intérêts des entreprises. Elle éloigne le patronat de leurs véritables préoccupations. Et elle conforte un système dont les failles empêchent la France d'être parmi les pays les plus compétitifs.

Le Medef doit être au contraire le champion de la réforme, et commencer par la mettre en œuvre partout où il est directement en responsabilité. Il ne peut plus continuer à valider des hausses de

DÉCLARATION DE CANDIDATURE À LA PRÉSIDENTE DU MEDEF

cotisations pour des mécanismes qui devraient relever soit de la solidarité nationale, soit du marché. Il ne doit plus cadenasser des pans entiers du champ social là où la liberté doit prévaloir, comme par exemple dans la prévoyance ou la formation professionnelle. Il ne peut plus être l'incarnation du corporatisme ni générer des obligations additionnelles à celles du droit du travail. Il ne peut plus défendre des positions d'un autre temps qui ne correspondent ni aux valeurs ni aux intérêts des entrepreneurs.

Il faut maintenant passer d'une position de caution de choix sociaux effectués à une époque très particulière, et aujourd'hui largement condamnés, à la proposition d'un nouveau pacte social assurant la liberté de l'entreprise, avec des mécanismes transparents et autour de garanties universelles, simples et solidaires, détachées des statuts et favorables à l'activité économique.

POUR UN NOUVEAU MEDEF

Mais le patronat n'a pas seulement à remettre en cause son rôle social et le modèle qu'il promeut. Il est temps qu'il repense aussi ses missions, son organisation et son fonctionnement.

Aujourd'hui, le monde patronal est trop désuni. C'est au Medef, acteur de référence, de faire le premier pas vers un rassemblement plus large et l'effacement de divisions factices. Ce sera le gage d'une représentation plus claire, tout comme celle des salariés doit être également simplifiée.

Le Medef doit aussi repenser sa gouvernance s'il veut rester un acteur dynamique et représentatif, capable de séduire et de rassembler les entreprises bien plus largement qu'aujourd'hui. Cela suppose une participation beaucoup plus directe des entreprises et de leurs territoires à ses travaux et à ses instances. Toute l'organisation pyramidale et stratifiée du patronat doit être revue, en mettant au cœur de la prise de décision les entreprises adhérentes.

Le Medef doit être exemplaire et frugal. Dans toutes ses composantes, le patronat doit faire preuve d'une transparence totale sur son fonctionnement et son financement, qui devra reposer exclusivement sur les cotisations des adhérents. Et il doit naturellement être soucieux de leurs deniers.

Enfin et surtout, le Medef doit évidemment être utile aux entreprises. Être le promoteur de leur importance et le défenseur de leurs intérêts. Dégagé des compromissions du paritarisme, il doit faire valoir sans relâche un modèle économique et social réellement favorable à l'entreprise et à l'emploi dans un pays champion des normes, des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires. Mais le Medef doit aussi développer une logique de services pour accompagner les entreprises, là où elles sont souvent trop seules. Ne plus imposer d'en haut, mais aider au plus près. Libérer, et non contraindre.

Vous l'aurez compris, ce projet est ambitieux et radical. Car rien ne serait pire que de se contenter une nouvelle fois des petits pas, de s'accommoder du poids des traditions, de se résigner aux blocages et aux tabous de notre pays. Le Medef est un beau nom, qui commence par « mouvement » : nous devons incarner le mouvement, être ceux qui transforment et poussent aux changements dont nous avons tant besoin. Avec l'élection qui vient, ce mouvement est entre vos mains !

À propos



À 47 ans, j'ai une longue expérience de la sphère patronale dans ses différentes dimensions. J'ai occupé des fonctions de direction en fédération professionnelle et à l'Afep, l'organisation des grands groupes en France. J'ai été à la direction générale du Medef au cœur de la crise de 2008-2009, et j'avais participé de près aux travaux de « refondation sociale » qu'avait lancés le mouvement au tournant des années 2000. J'ai aussi été le représentant d'entreprises dans les instances exécutives d'organisations patronales.

Par ailleurs, j'ai une expérience très variée en entreprise, dans des grandes structures et aujourd'hui à la tête de la TPE que j'ai créée. J'ai eu des responsabilités dans des postes opérationnels et dans des missions fonctionnelles transversales. J'ai été administrateur d'une société cotée pendant plus de 10 ans. Et comme économiste, j'ai pu appréhender depuis plus de 20 ans les réalités diverses du tissu entrepreneurial français, ses forces, ses fragilités et ses contraintes. Je suis aujourd'hui prêt à assurer la présidence du Medef en rassemblant une équipe diverse et représentative des réalités de l'entreprise dans notre pays.

Jean-Charles Simon